

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA VILLE DE SAINT-DIZIER

L'an deux mille dix-neuf, le douze décembre à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la Ville de SAINT-DIZIER s'est réuni en séance publique salle du Conseil Municipal, sous la présidence de Mme Elisabeth ROBERT-DEHAULT, Maire, en suite de la convocation faite le 6 décembre 2019.

Présents :

- Mme ROBERT-DEHAULT, Maire
- M. BOSSOIS, Mme DECHANT, Mme CLAUSSE, Mlle KREBS, M. KAHLAL, Mme AUBRY, Adjointes au Maire
- M. CORNUT-GENTILLE, Mme GARCIA, Mme DORKEL, M. GARNIER J., Mme BETTING, M. OUALI, Mme COLLET, M. BONNEMAINS, Mme GUINOISEAU, Mme de CHANLAIRE, M. EREN, Mme THIEBLEMONT, M. VAGLIO, M. LESAGE, M. CORDEBARD, Mme SAMOUR, Conseillers Municipaux

Excusés :

M. RAIMBAULT, M. FEUILLET, M. SCHILLER, M. CHARPENTIER, M. GARNIER P., Mme PEYRONNEAU, M. LEBRUN, Mme ANGOT, Mme VARNIER, M. BOUZON, M. AMELON, Mme ROBIN

Ont donné procuration :

M. RAIMBAULT à Mme ROBERT-DEHAULT
M. FEUILLET à Mme AUBRY
M. CHARPENTIER à M. J. GARNIER
Mme PEYRONNEAU à M. KAHLAL
Mme VARNIER à Mme DECHANT

Secrétaire de séance : M. VAGLIO

N° 117-12-2019

**CENTRE SOCIOCULTUREL – AUTORISATION DE PAIEMENT PAR CHEQUES
VACANCES**

Rapporteur : M. Mokhtar KAHLAL

Conformément aux dispositions de l'instruction du 22 juillet 2013 de la Direction Générale des Finances Publiques prises pour application du décret n° 2012-1786 du 7 novembre 2012, les organismes publics peuvent être amenés à percevoir le montant des sommes qui leur sont dues au moyen d'instruments de paiement. Ce sont des formules à valeur prédéterminée, émises par une entreprise ou un organisme dûment habilités.

Les collectivités sont très largement incitées à accepter ces modes de règlement qui présentent un intérêt certain pour les usagers et permettent de favoriser l'accès à certains services publics, à la culture, aux loisirs... tout en limitant le risque d'impayés.

La loi encadre les services autorisés à percevoir ces instruments de paiement et les conditions de leur mise en œuvre. Ainsi, après l'agrément ou l'affiliation de la collectivité auprès de l'organisme émetteur, il est nécessaire d'adhérer, par le biais d'une convention, à un système de remboursement de ces instruments de paiement.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'autoriser le chèque vacances en règlement de tout service communal culturel, de vacances ou de loisirs notamment les droits d'adhésion et les droits d'inscription pour l'accueil de loisirs auprès du Centre Socioculturel ;
- d'autoriser l'extension à d'autres prestations ou services en fonction de l'évolution réglementaire ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou en cas d'empêchement, Madame Pascale KREBS, à signer tout document d'agrément ou d'affiliation correspondant et toute convention relative à la mise en œuvre de ces instruments de paiement.

Le Conseil Municipal, après délibération, décide d'approuver ces propositions à l'**UNANIMITE**.

Pour extrait conforme,

Pour le Maire et par délégation
Le Directeur Général des Services
Pierre-François GITTON